



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

ARRETE PREFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A DECLARATION EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVES AU SYSTEME
D'ASSAINISSEMENT DES AGGLOMERATIONS DE AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ ET
GRIGNY

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (Directive ERU) ;

Vu la directive 2000/60 du 23 octobre 2000 (Directive Cadre sur l'Eau) ;

Vu le Code de l'Environnement, notamment les chapitres IV des titres premiers de ses livres II pour les parties législatives et réglementaires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le décret 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO₅ ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 11 janvier 2018 nommant Monsieur Denis DELCOUR, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à compter du 15 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 accordant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, et prévoyant que Monsieur DELCOUR peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

Vu la décision en date du 15 janvier 2018 de Monsieur Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, accordant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la Communauté de Communes des Sept Vallées pour la réalisation du système d'assainissement des agglomérations de AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ et GRIGNY, enregistré sous le numéro 62-2018-00180 et reçu le 27 juin 2018 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 12 juillet 2018 ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions particulières en date du 4 juillet 2019 ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 12 juillet 2019 ;

CONSIDERANT que la déclaration de la Communauté de Communes des Sept Vallées visée ci-dessus porte sur un système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues des agglomérations d'assainissement de AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ et GRIGNY ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection des eaux de surface suffisant ;

CONSIDERANT qu'il convient de satisfaire aux valeurs de rejets imposées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDERANT que les dispositions relatives à l'autosurveillance du système d'assainissement et du milieu récepteur doivent être renforcées ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 – Objet de la Déclaration

Est déclaré, dans les conditions fixées par le présent arrêté et dans le respect des objectifs retenus, l'ensemble du système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues des agglomérations d'assainissement de AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ et GRIGNY conformément aux dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé le 27 juin 2018 par Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Sept Vallées, siégeant au 6 rue du Général Daullé à HESDIN (62140).

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation du système d'assainissement d'une capacité de 150 kg/j de DBO₅ sur la commune de LE PARCQ, parcelle cadastrée n° ZA33 devront respecter les dispositions présentées dans le dossier de déclaration déposé par M. le Président de la Communauté de Communes des Sept Vallées.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : Supérieure à 12 kg/j de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg/j de DBO ₅ (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié

Le déclarant peut débuter son opération en respectant les conditions prévues par le présent arrêté et les prescriptions générales définies dans les arrêtés référencés dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, à défaut de quoi la déclaration sera caduque.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'Environnement.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Article 2 – Caractéristiques techniques du système d'assainissement

Le système de traitement est de type boues activées avec aération prolongée.
Les charges de dimensionnement sont les suivantes :

Débit de pointe admissible sur le biologique	31,3 m ³ /h
Débit de référence	Percentile 95 (*)

(*) *Percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (au déversoir en tête de station) selon la définition de l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif.*

Paramètres	Charges polluantes de référence (Kg/j)
DBO ₅	150
DCO	300
MeS	175
NTK	30
Phosphore total	7,5

Article 3 – Mise en service de l'unité de désinfection

Le pétitionnaire évaluera chaque année, lors du bilan annuel, le pourcentage de charge reçu par l'unité de traitement (DBO₅) par rapport à sa capacité nominale. Lorsque la charge dépassera 50 % de la capacité nominale de la station, l'unité de désinfection sera mise en service dans la même année et au plus tard 6 mois après la réalisation du bilan annuel de l'année N-1, conformément à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4 – Conditions techniques imposées à l'unité de traitement

Les concentrations maximales de l'eau rejetée en sortie de station et en amont de la zone de rejet végétalisée doivent respecter les seuils suivants (en rendement ou en concentration) :

Paramètres	Concentrations maximales sur les échantillons moyens journaliers	Rendement minimum
DBO ₅	25 mg/l	80 %
DCO	125 mg/l	75 %
MeS	35 mg/l	90 %
Azote Global NGL (*) (**)	15 mg/l	70 %
N-NH ₄ ⁺	5 mg/l	-
Phosphore total (*)	2 mg/l	80 %

(*) en moyenne annuelle

(**) ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du bassin biologique de la station d'au moins 12°C.

Le traitement de désinfection bactériologique, une fois mis en service (cf. article 3), devra être opérationnel durant la période comprise entre le 1^{er} avril et le 31 octobre de chaque année. Pendant cette période, les niveaux de rejets exigés en aval du système de traitement de désinfection et en amont de la zone de rejet végétalisée seront les suivants :

Concentrations maximales admissibles :

- 2.10^2 Escherichia Coli / 100 ml en moyenne géométrique sur l'année ;
- 2.10^3 Escherichia Coli / 100 ml, 100 % du temps ;
- 2.10^2 Entérocoques / 100 ml en moyenne géométrique sur l'année ;
- 2.10^3 Entérocoques / 100 ml, 100 % du temps.

Au point de rejet dans le milieu récepteur, les effluents devront respecter les caractéristiques suivantes :

- une température ne dépassant pas 25°C ;
- un pH compris entre 6 et 8,5 ;
- une couleur ne provoquant pas de coloration visible du milieu ;
- être inodores et non susceptibles de fermentation ;
- ne pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la flore et de la faune aquatique.

Article 5 - Suivi du milieu récepteur

Durant toute la période de montée en charge et ce jusqu'à ce que la station atteigne 50 % de sa capacité nominale, le pétitionnaire met en place un suivi du milieu récepteur (la Ternoise) en procédant à des analyses en amont proche et en aval du point de rejet (hors zone de dilution). La localisation et les conditions du prélèvement seront proposés par le pétitionnaire et soumis à l'accord préalable du service en charge du contrôle pour validation. Les paramètres mesurés seront les suivants : MeS, DBO₅, DCO, NTK, NH₄⁺, NO₂, NO₃, Phosphore total et Oxygène dissous.

La fréquence sera de deux campagnes par an, une en période d'étiage (basses eaux) et une en période de hautes eaux. Les résultats et leur interprétation seront joints au bilan annuel.

Article 6 - Suivi de la zone de rejet végétalisée (ZRV)

Durant toute la période de montée en charge et ce jusqu'à ce que la station atteigne 50 % de sa capacité nominale, le pétitionnaire met en place un suivi de l'impact de la zone de rejet végétalisée sur la qualité bactériologique des effluents. Les paramètres à mesurer, **en amont et en aval** (avant rejet au milieu) de la ZRV seront les suivants : Escherichia Coli et Entérocoques. La fréquence sera trimestrielle (dont deux mesures couplées aux campagnes sur le milieu récepteur). Les résultats seront transmis par courrier électronique au service en charge du contrôle dans le mois suivant la mesure. Les résultats et leur interprétation seront également joints au bilan annuel.

En cas d'impossibilité technique de prélèvement **en aval de la ZRV** ou de non-représentativité de l'échantillon, le pétitionnaire pourra **exceptionnellement** s'exonérer de mesure sur ce point, après information, justification et sous réserve de l'accord du service de police des eaux.

Article 7 - Prescriptions au niveau du rejet au milieu récepteur

Le rejet aura lieu dans la Ternoise en aval de la zone de rejet végétalisée : toutes les dispositions constructives seront prises afin d'éviter des érosions de berge ainsi qu'une modification de l'écoulement par l'ouvrage de rejet.

L'accès sera assuré en permanence et les berges entretenues afin de permettre au service de police des eaux d'assurer les contrôles inopinés sur le rejet et le milieu naturel.

Article 8 - Autosurveillance relative à l'unité de traitement

Le contrôle portera sur des échantillons moyens 24 heures asservis au débit. La fréquence des mesures sera la suivante :

Paramètre	Fréquence de mesure (nombre de jours par an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Débit	365	-
pH	12	2
MeS	12	2
DBO ₅	12	2
DCO	12	2
NTK	4	1
NH ₄ ⁺	4	1
NO ₂	4	1
NO ₃	4	1
Ptot	4	1
Température	12	-
E.Coli (*) (**)	4	1
Entérocoques (*) (**)	4	1

(*) l'analyse est réalisée sur un échantillon ponctuel.

(**) la conformité du paramètre sera vérifiée une fois le système de désinfection mis en service et pendant la période de fonctionnement du système.

Toutefois les paramètres devront respecter les seuils rédhibitoires ci-dessous en moyenne journalière :

Paramètre	Concentrations
MeS	85 mg/l
DBO ₅	50 mg/l
DCO	250 mg/l

Article 9 - Événements exceptionnels

L'exploitant doit communiquer au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie tout incident de fonctionnement des installations susceptible d'avoir un impact sur le milieu récepteur et mettre en œuvre, sans délai, les moyens nécessaires au retour à une situation normale.

Toutes les dispositions doivent être prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Des dispositions de surveillance renforcées doivent être prises par l'exploitant, lorsque des circonstances particulières ne permettent pas d'assurer la collecte ou le traitement complet des effluents. Il en est ainsi notamment en cas d'accidents ou d'incidents sur la station ou de travaux sur le réseau.

L'exploitant doit estimer le flux de matières polluantes rejeté au milieu dans ces conditions et évaluer son impact sur le milieu récepteur. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous aux points de rejet dans le milieu récepteur.

Un compte rendu d'intervention devra être rédigé et fourni au service de police de l'eau comportant a minima les données suivantes : période concernée, consistance de l'opération ou de la modification, caractéristiques des déversements (flux, charge), respect des engagements, impact sur le milieu récepteur et synthèse des mesures compensatoires effectives.

Le personnel doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station d'épuration.

Article 10 – Information du service en charge de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau du système d'assainissement d'AUCHY-LES-HESDIN-LE PARCQ-GRIGNY est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du PAS-DE-CALAIS.

Le programme annuel de mesures est adressé avant le 1^{er} décembre de l'année précédente au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Les résultats d'autosurveillance des systèmes de collecte et de la station d'épuration sont transmis mensuellement et dans un délai d'un mois à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et au service de police de l'eau, via l'application VERSEAU.

La transmission doit se faire au format SANDRE.

Un bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement est adressé avant le 1^{er} mars de l'année suivante au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et comprendra entre autres :

- une synthèse du suivi de la ZRV et du milieu récepteur durant la phase de montée en charge,
- l'évolution du taux de raccordement,
- les autorisations de déversement,
- les principaux travaux réalisés sur le système d'assainissement,
- les principaux travaux à réaliser.

Un registre comportant l'ensemble des informations exigées par le présent article sera mis à la disposition du service de police de l'eau et de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et conservé pour une période d'au moins 5 ans.

Article 11 – Modifications

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux évolutions de la réglementation.

Le pétitionnaire informera préalablement le Préfet de toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier de déclaration, conformément à l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, qui engendrerait notamment :

- l'augmentation des débits et/ou charges à traiter,
- l'évolution de la filière de traitement des eaux,
- l'évolution de la quantité ou de la qualité des boues ou sous produits.

Le préfet pourra également, à tout moment, imposer de nouvelles prescriptions sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement.

Article 12– Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 14 – Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ et GRIGNY pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. les Maires de chaque commune.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de six mois.

Article 15 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairies de AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ et GRIGNY.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 16 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président de la Communauté de Communes des Sept Vallées et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- Messieurs les Maires de AUCHY-LES-HESDIN, LE PARCQ et GRIGNY ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (SDE/GUPE) ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois Picardie ;
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE de la Canche.

Arras, le **19 JUIL. 2019**

Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
et par subdélégation

Le Chef du Service de l'Environnement


Olivier MAURY

